

Unité départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83041 - Toulon cedex 9

Toulon, le 08/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



PROVENCE GRANULATS

Le Defens d'Embuis
83340 LE CANNET DES MAURES

Références : D-UD83-2022-0087

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2022 dans l'établissement PROVENCE GRANULATS implanté Le Defens d'Embuis 83340 LE CANNET DES MAURES. L'inspection a été annoncée le 11/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROVENCE GRANULATS
- Le Defens d'Embuis 83340 LE CANNET DES MAURES
- Code AIOT dans GUN : 0006401203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non seveso

La carrière est exploitée par la société PROVENCE GRANULATS . Il s'agit d'une carrière de roches massives exploitée à ciel ouvert. La carrière et les installations de traitement des matériaux sont autorisées par arrêté préfectoral du 06 décembre 2017 modifié pour une durée de 25 ans avec une production annuelle maximale de 650 000 tonnes.

Le réaménagement de la carrière est réalisé concomitamment à l'extraction, par l'apport de matériaux inertes d'origine interne et externe d'un volume d'environ 3 000 000 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets inertes et biodiversité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|-------------------------------------|--|--|-------------------|
| Plan de gestion des déchets inertes | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 | / | |
| biodiversité | Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 6 | / | |
| biodiversité | Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 7 | / | |
| biodiversité | Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 7 | / | |
| biodiversité | Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 7 | / | |
| biodiversité | Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 7 | / | |
| biodiversité | Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 7 | / | |
| biodiversité | Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 8 | / | |
| biodiversité | Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 8 | / | |
| biodiversité | Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 8 | / | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas fait ressortir de non conformité concernant la gestion des déchets inertes et la protection de la biodiversité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets inertes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 |
| Thème(s) : Actions nationales 2021, Plan de gestion des déchets |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. |
| Constats : Le plan de gestion des déchets inertes est conforme aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994. Ce plan a été transmis à l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : biodiversité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 6 |
| Thème(s) : Actions nationales 2021, évitement E1 |
| Prescription contrôlée : Il a modifié son Périmètre d'Extraction (PE) afin d'éviter la « station » de Guimauve Pâle. |
| Constats : Le périmètre d'extraction autorisé est respecté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : biodiversité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 7 |
| Thème(s) : Actions nationales 2021, réduction R1 |
| Prescription contrôlée : Il a réduit son PE afin de préserver deux massifs forestiers. |
| Constats : Les massifs forestiers visés sont préservés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : biodiversité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 7 |
| Thème(s) : Actions nationales 2021, réduction R2 |
| Prescription contrôlée : L'exploitant procède à un cloisonnement de son site afin de rendre le chantier hermétique aux tortues d'Hermann. Une clôture à mailles fines de 3 cm est mise en place en bordure des habitats (partie Sud Ouest). Elle est superposée à la clôture existante. De plus, elle est remblayée sur une hauteur de 30 cm. Une prospection est réalisée entre le 15 avril et le 15 juin sur l'ensemble du périmètre clôturé afin d'en sortir les tortues d'Hermann pouvant y être présentes. Cette opération est réalisée par des experts disposant des autorisations ministérielles requises. Les tortues capturées sont relâchées en dehors du PA dans des espaces favorables à leur réintroduction. |
| Constats : La clôture est en place et conforme aux dispositions réglementaires. La prospection concernant les tortues d'Hermann a été réalisée en 2021. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : biodiversité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 7 |
| Thème(s) : Actions nationales 2021, réduction R3 |
| Prescription contrôlée : Le site n'est pas éclairé en dehors des périodes de fonctionnement. L'éclairage est adapté aux animaux lucifuges au moyen de lampes à LED ambrées ou au moyen d'ampoules au sodium. Les faisceaux sont dirigés vers la bas de préférence sauf motif de sécurité. |
| Constats : L'éclairage du site est réalisé au moyen d'ampoules au sodium avec des faisceaux orientés vers le bas. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : biodiversité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 7 |
| Thème(s) : Actions nationales 2021, réduction R4 |
| Prescription contrôlée : Le débroussaillage et le raclage sont adaptés en fonction du calendrier écologique du cycle reproducteur des oiseaux. Les travaux sont interdits entre le début du mois de mars jusqu'à la fin du mois de juillet, sauf motif de sécurité à caractère urgent. |
| Constats : L'exploitant confirme ne pas réaliser de débroussaillage durant la période de mars à juillet . |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : biodiversité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 7 |
| Thème(s) : Actions nationales 2021, réduction R5 |
| Prescription contrôlée : Lors du défrichement, l'exploitant laisse les végétaux 48h00 minimum au sol sur le site afin de permettre à la faune de s'échapper. |
| Constats : L'exploitant confirme respecter la période de 48h entre la coupe et l'évacuation des végétaux lors des opérations de débroussaillage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : biodiversité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 8 |
| Thème(s) : Actions nationales 2021, suivi S1 |
| Prescription contrôlée : La « Guimauve Pâle » étant une espèce végétale régionale protégée. Elle fait l'objet d'un suivi annuel pendant toute l'exploitation de la carrière et tant que sa présence est avérée. |
| Constats : Le suivi annuel de la guimauve pale est réalisé . L'exploitant a fourni le dernier rapport de suivi de l'année 2021 qui confirme l'existence de la station avec des effectifs stabilisés par rapport à 2020. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : biodiversité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 8 |
| Thème(s) : Actions nationales 2021, Suivi S2 |
| Prescription contrôlée : La clôture visée à la mesure R2 est contrôlée et entretenue annuellement. |
| Constats : Les clôtures font l'objet d'un contrôle annuel , formalisé sur un registre indiquant les désordres constatés et les mesures préventives et curatives prises à l'issue de la vérification. . |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : biodiversité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 8 |
| Thème(s) : Actions nationales 2021, suivi |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi écologique du site par un expert compétent. |
| Constats : Le suivi écologique est réalisé par un bureau d'études faune-flore. L'exploitant a fourni le rapport de suivi de l'année 2021. |
| Type de suites proposées : Sans suite |